

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 19 Novembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS France - Usine Torcé 3**

Zone d'activités du Haut-Montigné  
35370 Torcé

Références : UD35/2025-431  
Code AIOT : 0005514984

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2025 dans l'établissement VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS France - Usine Torcé 3 implanté Zone d'activités du Haut-Montigné 35370 Torcé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS France - Usine Torcé 3
- Zone d'activités du Haut-Montigné 35370 Torcé
- Code AIOT : 0005514984
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VANDEMOORTELE exploite sur le site de "Torcé 3" une unité de fabrication de viennoiseries crues surgelées au sein de la zone d'activités du Haut-Montigné. L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2006 complété en novembre 2023..

**Contexte de l'inspection :** Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 06/07/2006, article 4.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Accès et circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 06/07/2006, articles 1.3 et 7.3.1	Demande d'action corrective	3 mois
3	Confinement des eaux en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 06/07/2006, articles 4.3.2 et 7.7.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Équipement des ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 06/07/2006, articles 4.3.6.3 et 4.3.3	Demande d'action corrective	3 mois
5	VLE - Eaux industrielles	AP Complémentaire du 03/11/2023, article 2	Demande d'action corrective	5 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des travaux ont été réalisés par la société VANDEMOORTELE pour répondre à l'arrêté de mise en demeure du 13 décembre 2024 par la création d'une voie engins accessible aux secours au nord du bâtiment principal.

Suite à la demande de l'Inspection, une alarme visuelle actionnée en cas de dysfonctionnement des installations de pré-traitement et/ou de prélèvement des effluents aqueux a été installée.

Ces travaux répondent aux observations faites précédemment par l'inspection et permettent aujourd'hui de proposer la levée de la mise en demeure du 13 décembre 2024.

L'inspection note cependant que :

- la réception formelle de la voie engins par le SDIS doit être réalisée, ainsi que la réalisation d'un plan d'accueil des secours ;
- le renvoi à la maintenance de l'alarme du local technique abritant les installations de pré-traitement prévue par l'exploitant doit permettre d'assurer une meilleure réactivité en cas d'anomalie.

D'autre part, des travaux d'amélioration du pré-traitement et des dispositifs de prélèvement/analyses sont attendus avant la fin du premier trimestre 2026 pour remédier à certaines anomalies constatées dans les résultats d'auto-surveillance des rejets aqueux.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/07/2006, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des services d'incendie et de secours.  Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...)</li><li>• les secteurs collectés et les réseaux associés</li><li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</li><li>• les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b>  Suite à l'examen du plan des réseaux lors de l'inspection réalisée en 2024, l'Inspection avait noté que ce dernier avait été complété pour intégrer notamment la localisation des compteurs, le point de contrôle des eaux industrielles après leur pré-traitement, la position des disconnecteurs, ainsi que le détail du dispositif de pré-traitement.  Cependant, le plan n'était pas daté et les secteurs collectés n'apparaissaient pas. Dans sa dernière version, le plan présenté lors de la présente inspection a été corrigé (en particulier les sens d'écoulement y sont matérialisés par des flèches indiquant vers quels collecteurs les eaux de pluie sont acheminées).  Il apparaît toujours une anomalie à l'ouest du site où certaines eaux de purge (considérées comme des eaux industrielles) sont matérialisées sur le plan comme des eaux vannes allant vers le réseau dédié (eaux usées sanitaires) de la commune.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  > <b>Le volume des eaux de purge collecté via le réseau doit être évalué et, selon leur nature et leur quantité, l'exploitant devra évaluer la nécessité de modifier son réseau de collecte en conséquence.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Accès et circulation dans l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/07/2006, article 1.3 et 7.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Voies engins
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 7.3.1 : Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées selon les dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 31 janvier 1986, pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté. Article 1.3 : Conformité au dossier de demande d'autorisation Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.
<b>Constats :</b> L'inspection avait constaté en 2024 qu'aucune voie engins ne desservait la façade nord du bâtiment : seules les façades Sud et Est étaient ainsi accessibles par les secours. Au nord de ce bâtiment, une partie du terrain jusqu'au grillage délimitant la limite du site était simplement engazonnée et ne répondait donc pas aux exigences techniques propres aux voies engins (largeur, pente, résistance, rayon de giration, hauteur etc.)  Or, lors de la délivrance de l'arrêté d'autorisation en 2006, le SDIS avait expressément mentionné dans son avis la nécessité de pouvoir accéder avec les engins de secours par trois des façades du site.  Une mise en demeure datée du 13 décembre 2024 a ainsi demandé à la société VANDEMOORTELE de créer cette voie engins, en lien avec le SDIS et dans le respect des dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 1986 (relatif à la protection contre les incendies). Le délai fixé par cet arrêté de mise en demeure est de trois mois.  La présente visite (réalisée en présence du SDIS 35) a permis de constater que la voie engins au nord du bâtiment a été créée comme attendu.  Elle a cependant mis en évidence qu'il était nécessaire de compléter l'accès à cette voie par la pose au sol d'un enrobé à son entrée pour qu'elle soit rendue praticable : ces travaux ont depuis lors été réalisés. Le SDIS propose de revenir sur site pour valider l'ensemble. Il a demandé par ailleurs à ce qu'un plan d'accueil des secours sur le site soit établi et qu'il lui soit transmis.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  > L'Inspection demande à la société VANDEMOORTELE de formaliser la réception de la voie Engins avec le SDIS. Elle propose la levée de la mise en demeure du 13 décembre 2024.  Un plan d'accueil des secours sera par ailleurs réalisé et transmis au SDIS et à l'Inspection dès réalisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Confinement des eaux en cas d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/07/2006, article 4.3.2 et 7.74
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes et cas d'incendie pour le confinement des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 4.3.2 : Collecte des effluents Les eaux pluviales de toiture rejoignent le réseau pluvial collectif de la zone d'activités, muni d'un bassin d'orage de 1650 m3, lui - même équipé d'une vanne de confinement en sortie.  Article 7.7.4 : Consignes de sécurité Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : [...] - la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu extérieur.
<b>Constats :</b>  Toutes les eaux pluviales (voirie et toiture) rejoignent le réseau de collecte du pluvial de la commune selon le plan des réseaux transmis à l'inspection. Un bassin communal permet aujourd'hui de confiner les eaux d'extinction suite à un incendie en fermant la vanne (manuelle) qui se situe en aval du bassin, sur le domaine public.  L'inspection demandait suite à la visite d'inspection réalisée en 2024 que la société VANDEMOORTELE : <ul style="list-style-type: none"><li>• prenne contact avec le gestionnaire de la zone d'activité afin :<ol style="list-style-type: none"><li>1. d'établir conjointement avec celui-ci les modalités d'accès au bassin et à la vanne de confinement,</li><li>2. de définir avec lui les modalités d'intervention (Qui ? Comment ? Quand ?) en cas de besoin ;</li></ol></li><li>• établisse une consigne interne définissant clairement les rôles et responsabilités de chacun au sein de l'établissement.</li></ul> Des dispositions ont été prises depuis en lien avec la commune pour s'entendre sur les modalités de mise en œuvre du confinement. Une procédure a par ailleurs été établie au sein de l'établissement dans ce but.  L'Inspection note à la lecture de la procédure en question que : <ul style="list-style-type: none"><li>- le volume disponible du bassin n'est pas précisé ;</li><li>- dans le cas d'une pollution des eaux industrielles nécessitant un confinement, il est prévu d'alerter l'Inspection par courrier, ce qui paraît inapproprié ;</li><li>- la formation de l'ensemble des personnels susceptibles de procéder à cette manœuvre pendant ou en dehors des heures ouvrées (responsable ou technicien de maintenance) n'est pas clairement établie ni tracée. Des tests de manœuvrabilité et de réactivité doivent par ailleurs être réalisés et</li></ul>

enregistrés pour assurer une mise en œuvre optimale en cas de nécessité.

L'inspection a par ailleurs fait réaliser un test de manœuvre de la vanne en question le jour de l'Inspection : ce test a été effectué avec succès par le personnel du site présent.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**> L'inspection demande à la société VANDEMOORTELE :**

- de compléter la consigne établie pour le confinement des eaux en cas de pollution par l'avertissement de l'Inspection dès que possible par tout moyen jugé pertinent (téléphone, courriel...);
- de préciser le volume disponible du bassin de confinement ;
- de réaliser des tests périodiques d'actionnement de la vanne de confinement aussi souvent que nécessaire par l'ensemble des personnes susceptibles d'intervenir ;
- de tracer la formation et l'entraînement des personnels du site devant procéder à cette opération.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 4 : Équipement des ouvrages de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/07/2006, article 4.3.6.3 et 4.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fonctionnement des ouvrages de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> Art. 4.3.6.3 : La détermination du débit rejeté est faite par une mesure en continu. Les systèmes permettant le prélèvement en continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrements et permettent la conservation des échantillons à une température de 4 °C. Art. 4.3.3 : Les installations de traitement des effluents aqueux sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité [...]
<b>Constats :</b>  Lors de la visite réalisée en septembre 2024 il avait été constaté que le matériel de mesure (volumètre, préleveur automatique, sonde pH et T) n'était pas opérationnel en raison d'une coupure de l'alimentation électrique au sein du local technique attenant où se trouve l'armoire de contrôle des installations de pré-traitement.  Ainsi, le volume des effluents mesuré par le compteur électronique (en continu en fonctionnement normal) n'avait pu être effectué de manière satisfaisante.  L'inspection avait également constaté que les installations (préleveur et local technique à l'entrée du site) étaient ouvertes et accessibles à tous.  L'inspection a donc demandé à la société VANDEMOORTELE de mettre en place un dispositif technique et/ou organisationnel lui permettant d'assurer une surveillance des installations de pré-traitement et de prélèvement des effluents afin d'être alerté dans les meilleurs délais en cas de dysfonctionnement et de pouvoir intervenir en conséquence.  Une alarme visuelle (spot lumineux) a depuis été installée au dessus du local de pré-traitement : elle se déclenche en cas d'anomalie de fonctionnement du pré-traitement et permet d'alerter le personnel en cas de défaut des installations. Par ailleurs, l'accès au local est désormais restreint au seul personnel autorisé (local fermé).  La société VANDEMOORTELE doit par ailleurs de raccorder l'alarme aujourd'hui en place (spot lumineux) à la maintenance pour permettre une meilleure réactivité en cas de déclenchement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  > L'inspection demande à la société VANDEMOORTELE de compléter son dispositif par le biais d'un raccordement de l'alarme permettant d'identifier un défaut de fonctionnement des installations (pré-traitement, préleveur) à la maintenance de l'établissement pour permettre une meilleure réactivité en cas d'incident.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



## N° 5 : Valeurs Limites d'Émission - Eaux industrielles

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/11/2023, article 2 (extrait)		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émission		
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le tableau relatif à aux valeurs limites d'émission au point de rejet n°2 figurant à l'article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2006 est remplacé par le tableau suivant à compter du 4 décembre 2023 :		
Paramètres	Concentration maximale moyenne sur une période de 24 heures (mg/l)	Flux maximal moyen sur une période de 24 heures (kg/j)
DCO	3000	270
MEST	750	67,5
DBO <sub>5</sub>	1500	135
NGL	100	9
Pt	15	1,35
Débit	/	90 m <sup>3</sup> /j
Le tableau relatif à la surveillance du point de rejet n°2 figurant à l'article 4.3.12 de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2006 est remplacé par le tableau suivant à compter du 4 décembre 2023 :		
Point de rejet n° 2		
Paramètres	Contrôle interne	
	Mesure	Fréquence
Débit	Canal de mesure	En continu
Température	Selon les méthodes normalisées en vigueur	hebdomadaire
pH		Semestrielle
DCO		hebdomadaire
MEST		hebdomadaire
DBO <sub>5</sub>		mensuelle
NGL		hebdomadaire
NH <sub>4</sub>		annuelle
Pt		hebdomadaire
Cl		mensuelle

**Constats :**

L'Inspection a réalisé un nouveau bilan des résultats d'analyses communiqués via l'application GIDAF entre décembre 2024 et septembre 2025.

Il met en évidence :

- que le volume de rejet était supérieur à celui autorisé en juillet 2025 ;
- que les concentrations de DBO5 et DCO sont non-conformes depuis le mois de mai (sans toutefois dépasser deux fois la valeur limite fixée par l'arrêté préfectoral) ;
- que le pH est plus bas que celui autorisé depuis mai 2025 (4,4 en septembre 2025 pour une valeur minimale fixée à 5,5).

Ces effluents sont rejetés dans la STEP du Haut-Montigné, également gérée par la société VANDEMOORTELE, sans qu'il ait été noté de dysfonctionnement de cette dernière en lien avec ces dépassements sur le site de Torcé 3.

L'exploitant évoque des difficultés dans le pilotage de son pré-traitement sur Torcé 3 et des améliorations en cours de déploiement pour optimiser le fonctionnement de ces installations (modification du circuit des eaux pour minimiser l'encrassement du canal de mesure, asservissement au débit du prélèvement, chiffrage en cours pour changer l'aéoflo, modification du positionnement de la sonde notamment).

Les travaux seront déployés selon son engagement jusqu'à la fin du premier trimestre 2026.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

> L'inspection demande à la société VANDEMOORTELE de réaliser les travaux d'amélioration nécessaires sur son pré-traitement pour mettre en conformité ses rejets avec les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 novembre 2023.

> Un bilan des actions engagées et des résultats obtenus sera dressé et communiqué à l'inspection avant le 31 mars 2026.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 5 mois